

# PME 2010

Rapport  
sur l'évolution des PME



**Le Rapport PME 2010  
est édité par  
OSEO**

27-31, avenue du Général Leclerc,  
94700 Maisons-Alfort  
Tél. : 01 41 79 80 00

[observatoiredespme@oseo.fr](mailto:observatoiredespme@oseo.fr)

**Directeur de la publication :**  
François Drouin

« En application de la loi  
du 11 mars 1957 (art. 41)  
et du code de la propriété  
intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992,  
toute reproduction partielle ou totale  
à usage collectif de la présente  
publication est strictement interdite  
sans autorisation expresse de l'éditeur.  
Il est rappelé à cet égard que l'usage  
abusif et collectif de la photocopie  
met en danger l'équilibre  
commercial des circuits du livre. »

© **Direction de l'information légale  
et administrative**, 2010  
ISBN : 978-2-11-008295-4



# SOMMAIRE

5	<b>PRÉFACE</b>
7	<b>INTRODUCTION</b>
13	<b>Première partie LES GRANDES ÉVOLUTIONS</b>
15	La démographie – La démographie des PME – Les entreprises de taille intermédiaire (ETI)
35	Le comportement économique des PME
49	La situation financière des PME
73	<b>Deuxième partie LES THÉMATIQUES</b>
75	Les PME et l'emploi
87	Les PME et l'innovation – Bilan 2009 – La R&D – Le dispositif JEI – Les entreprises issues du Concours et des incubateurs – PME et ETI dans les pôles de compétitivité – Le crédit d'impôt recherche
141	Les PME et l'exportation
149	Les PME et les délais de paiement – Délais de paiement – Les comportements de paiement des PME
169	Les PME et les marchés publics
179	<b>Troisième partie L'ACTUALITÉ</b>
181	Les PME allemandes – Une compétitivité à dimension sociale et humaine – Comment financent-elles leurs innovations?
207	<b>Quatrième partie L'ACTION PUBLIQUE EN FRANCE</b>
209	Bilan de l'action des organismes publics
221	Principales mesures prises en faveur des PME
239	<b>L'OBSERVATOIRE DES PME</b>

OSEO

PME 2010

Sommaire





## PRÉFACE

**François Drouin**  
Président Directeur général  
OSEO



OSEO

PME 2010

Préface

La publication de notre rapport annuel sur l'évolution des PME relève pleinement des missions que l'État a confiées à OSEO, lors de sa création en 2005. J'ai le plaisir de porter à la connaissance de l'ensemble des acteurs politiques et économiques l'édition 2010 de ce document qui s'inscrit dans le cadre fixé lors des réalisations précédentes.

C'est, en effet, la permanence des axes d'analyse repris chaque année avec nos partenaires qui permet de mesurer avec le plus de pertinence possible l'ampleur de la crise 2008-2009, la rapidité de sa propagation et les traces profondes qu'elle continue d'imprimer sur le tissu composite des petites et moyennes entreprises.

Cette constance dans la méthode d'analyse permet aussi d'enregistrer des signaux encourageants quant au dynamisme de nos PME, si essentielles à la croissance de notre économie, notamment en matière de créations d'entreprises ou d'innovation. Au final, l'année 2010 se présente comme une année de transition, voire de convalescence, après le choc brutal de la crise et dans l'attente d'une reprise tangible en 2011.

La richesse et la diversité des angles d'analyses proposés par ce rapport, en réponse aux réalités des PME françaises, sont rendues possibles par l'engagement fidèle des nombreuses institutions qui collaborent avec les équipes d'OSEO au sein de l'Observatoire des PME.

Je tiens à les remercier très sincèrement pour leur implication exemplaire dans cet important travail et pour la qualité de leurs contributions à ce sixième rapport. Je pense, en particulier, aux différents ministères concernés (Économie, Budget, Industrie, Recherche), à la Banque de France, l'Insee, la CDC, Altares...

L'innovation et le développement à l'international sont, avec l'investissement, des accélérateurs puissants de sortie de crise et de reprise. C'est pourquoi la partie « Actualité » est, cette année, consacrée à des contributions portant sur les PME allemandes dont les performances sont saluées dans toute l'Europe. Je veux donc remercier aussi le CIRAC de l'Université de Cergy-Pontoise et le Groupe bancaire KfW pour leurs précieux apports à cette mise en perspective France – Allemagne.

Ce rapport 2010 confirme, s'il en était besoin, toute l'utilité d'une connaissance toujours plus fine des PME, des ressorts de leur compétitivité, de leur dynamique de croissance et d'insertion dans « l'écosystème » économique et social de notre pays.

Avec l'ensemble des équipes qui ont collaboré à ce travail, je partage le souhait que ce document de référence puisse utilement contribuer à l'éclairage des Pouvoirs Publics dans les décisions qu'ils prennent pour faire grandir notre tissu de PME et le rendre plus compétitif encore.





## INTRODUCTION

Guy Vals  
OSEO

OSEO

PME 2010

Introduction

Le millésime 2010 du Rapport de l'Observatoire des PME s'inscrit dans le cadre et les orientations fixés en 2005, lors de la première édition de ce document. Il rassemble diverses contributions visant à actualiser ou approfondir la connaissance du vaste monde des petites et moyennes entreprises.

Réalisé en partenariat avec les membres de l'Observatoire impliqués dans l'action publique en faveur des PME, cet ouvrage apporte des éclairages quantitatifs et qualitatifs sur l'évolution des PME et de leur environnement, des éléments de comparaison des situations en France et à l'étranger, des informations sur les outils et les concepts utilisés pour mesurer ou décrire les réalités multiples des PME françaises et de leur économie.

La qualité des contributions de nos partenaires, nous les en remercions infiniment, permet d'affiner progressivement le dessin de cet ensemble de plus de trois millions d'entreprises, garant de l'avenir de notre économie.

Ce rapport est structuré en quatre grandes parties :

Dans « Les grandes évolutions », sont analysés la démographie des PME (Insee), leur comportement économique (OSEO) et leur situation financière (Banque de France). La nouvelle catégorie des « Entreprises de Taille Intermédiaire » fait l'objet d'une présentation détaillée (DGCIS).

La partie « Thématiques » rassemble les données les plus récentes dans les domaines de l'emploi (OSEO), de l'innovation (MESR, DGCIS, OSEO), de l'exportation (Direction générale des Douanes), des marchés publics (Observatoire économique de l'achat public) et des délais de paiement (Altares, Banque de France).

Le « Sujet d'actualité » porte sur les PME allemandes : les clés de leur compétitivité, notamment les facteurs qualitatifs (CIRAC) et les modalités de financement de leurs innovations (KfW).

Enfin, la dernière partie présente un bilan de l'action publique en France en faveur des PME (CDC, OSEO, Médiation du crédit) et un récapitulatif des principales mesures législatives ou réglementaires concernant ces entreprises.

La période analysée permet d'esquisser une sortie de crise à travers les données les plus récentes. Nous en retiendrons les faits marquants suivants :

### La création d'entreprise en 2009 : l'effet auto-entrepreneurs

Avec 580 200 créations, le nombre total de créations d'entreprises s'accroît de plus de 75 % par rapport à 2008. Cette augmentation est principalement due aux 320 000 créations

d'auto-entrepreneurs et concerne la quasi-totalité des secteurs d'activité. En dehors de ce nouveau régime, en application depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le rythme des créations baisse de plus de 20 % sans qu'il soit possible de distinguer précisément ce qui relève d'un effet de substitution.

Parallèlement, la part des sociétés dans les créations d'entreprises chute brusquement en 2009 au profit des entreprises individuelles (+ 152 %), dont les trois quarts relèvent du régime de l'auto-entrepreneur. De ce fait, la part de créations sans salarié grimpe à plus de 94 % (87 % en 2008).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, on dénombre 3 100 000 entreprises dans l'ensemble des activités marchandes non agricoles dont 99 % ont moins de 50 salariés.

### La hausse des défaillances d'entreprises touche surtout les PME en 2009

La forte augmentation du nombre de défaillances d'entreprises en 2009 (+14 % par rapport à 2008) concerne principalement les PME de plus de 10 personnes avec une hausse des ouvertures de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire de plus de 40 % par rapport à 2008.

Cependant, le premier semestre 2010 apporte des signes encourageants de baisse significative de ces défaillances qui tendraient à confirmer les perspectives de reprise.

### Un redémarrage timide de l'activité

En mai 2010, les dirigeants de PME font état d'une reprise encore faible. Tous secteurs confondus, ils prévoient une hausse moyenne de leur chiffre d'affaires de 1 % pour cette année. L'activité

a timidement redémarré, notamment dans l'industrie des biens d'équipement, le commerce de gros et les services aux entreprises, secteurs qui avaient été touchés de plein fouet par la récession fin 2008 - début 2009.

La trésorerie des TPE est très serrée au printemps 2010 avec une crainte de la poursuite des tensions à court terme. Les investissements sont annoncés en recul modéré dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'industrie, où ils esquissent un léger redressement après leur forte contraction en 2009.

Pour 2011, les perspectives sont nettement plus optimistes. Les PME prévoient une sensible hausse de leur activité dans les secteurs de l'industrie, du commerce de gros, des services ainsi que du tourisme. Ce rebond anticipé devrait profiter pleinement aux entreprises les plus exportatrices et les plus innovantes, sans conteste les mieux placées pour bénéficier de l'accélération du commerce mondial.

### La structure financière des PME résiste à la crise

La crise survenue en fin 2008 affecte les comptes 2009 des PME avec une baisse d'activité, un recul prononcé de la rentabilité et du taux d'épargne. Les PME exportatrices sont particulièrement touchées, comme les PME de l'industrie manufacturière.

La chute de l'investissement de plus de 15 % en 2009 est préoccupante et témoigne d'une véritable interrogation quant à la confiance des entreprises dans l'avenir. Le taux d'investissement, déjà structurellement faible dans les PME, décroche en 2009 et atteint son plus bas niveau depuis plus de dix ans.

La structure de bilan des PME est néanmoins préservée. Les capitaux propres sortent renforcés malgré l'impact défavorable de la baisse des profits, tandis



que le poids de l'endettement baisse. Ce repli provient essentiellement des crédits à court terme, étroitement corrélés à l'activité. Les besoins de financement à court terme, liés aux stocks et au crédit interentreprises, sont mieux maîtrisés.

## Un net recul de l'emploi en 2009

Les entreprises ont globalement perdu plus de 320 000 emplois en 2009. Phénomène nouveau, toutes les catégories de PME, quelle que soit leur taille, ont vu fondre leurs effectifs, faiblement pour celles employant moins de 10 salariés, plus fortement pour les plus grandes.

Interrogés en mai 2010 sur leurs perspectives en matière d'emploi pour l'année en cours, les chefs d'entreprise font preuve de plus d'optimisme que six mois auparavant, période la plus difficile depuis 1993 : les PME de 10 à 49 salariés apparaissent un peu plus optimistes que les plus petites (moins de 10 salariés) et les plus grandes (plus de 50 salariés), l'emploi est en voie de stabilisation dans les entreprises fortement exportatrices et les entreprises innovantes ont maintenu leurs effectifs.

L'année 2010 apparaît comme une période de transition en matière d'emploi pour les PME, entre la chute de 2009 et la reprise attendue en 2011.

## L'innovation mobilise toutes les catégories d'entreprises

L'extension du périmètre d'analyse aux entreprises de taille intermédiaire (ETI) et la diversité des angles d'étude adoptés (Aides OSEO, Concours Création, JEI, CIR, Pôles de compétitivité ou activité de R & D), permettent de conforter les différences de profils d'innovation

par taille d'entités économiques et les traits communs à ces populations :

- Des entreprises relativement jeunes dans l'ensemble (56 % ont moins de 10 ans) et de taille plutôt modeste dans chaque catégorie d'entreprises analysée (microentreprise, PME ou ETI) mais cela ne les empêche pas d'être ouvertes à l'international.
- Une répartition sectorielle qui reste stable, les entreprises innovantes de 3 ans et plus relevant principalement de l'industrie (42 %) alors que les moins de 3 ans sont davantage présentes dans les secteurs information & communication (24 %) et les activités spécialisées scientifiques et techniques (30 %).
- Des PME qui utilisent de plus en plus les dispositifs publics de soutien à l'innovation avec un nombre croissant de PME bénéficiaires du crédit d'impôt recherche ou adhérentes d'un pôle de compétitivité.

## Le repli du nombre de PME exportatrices s'amplifie en 2009

En 2009, les PME exportatrices sont les plus touchées par la récession économique : leur nombre chute de 5,3 % (3,6 % pour l'ensemble des exportateurs) tandis que leurs ventes, qui s'étaient stabilisées en 2008, s'effondrent (- 16 %).

Ce mouvement s'explique par un recul important du nombre de PME primo-exportatrices (- 13 % en 2009 après - 5 % en 2008).

Les PME, davantage polarisées sur l'Europe que les autres entreprises, ont été particulièrement affectées par la détérioration de la conjoncture européenne en 2009. Leurs ventes vers l'Union Européenne fléchissent de 17 % ce qui explique plus des deux tiers du recul des ventes des PME.

## Amélioration progressive des délais de paiements en France et en Europe

La réduction des délais de paiement interentreprises se généralise et s'accélère en France du fait de l'entrée en vigueur de la LME (Loi de Modernisation des Entreprises) en janvier 2009. Les grandes entreprises commencent à réduire leurs délais de paiement fournisseur (-5 jours entre 2007 et 2009) alors qu'elles restaient les seules à les accroître sur longue période (+3 jours d'achat entre 1990 et 2007). En fin de premier semestre 2010, une tendance établie se confirme : les grandes entreprises françaises sont moins respectueuses des délais de paiement que les petites. Si 35 % de l'ensemble des entreprises payent leurs fournisseurs sans retard, elles sont presque trois fois moins nombreuses (12 %) lorsqu'elles emploient plus de 250 salariés. Les TPE semblent les plus vertueuses avec des règlements respectés par plus de 39 % d'entre elles.

À fin juin 2010, plus de 4 entreprises européennes sur 10 règlent leurs factures sans retard. C'est le meilleur taux depuis 4 ans. Les entreprises allemandes et néerlandaises impriment le mouvement d'amélioration ; leurs voisines françaises se maintiennent dans leur sillage.

## Marchés publics : des PME majoritaires en nombre et minoritaires en montant

La part des PME dans le total des marchés publics atteint 60 % en nombre de marchés attribués et 30 % en montant. La prépondérance des PME en termes de nombre de marchés apparaît plus marquée pour les collectivités locales

que pour l'État (63 % contre 49 %). En termes de montant, cette différence est encore plus marquée, la part des PME représentant 40 % pour les collectivités locales et seulement 21 % pour l'État.

Le montant unitaire des marchés semble également jouer un rôle discriminant à l'égard des PME. Ainsi, la présence des PME décroît lorsque le montant unitaire des marchés augmente mais c'est essentiellement sur les marchés les plus importants (plus d'1 M€) que les PME sont moins présentes.

## Regard sur les PME allemandes : une compétitivité à dimension sociale et humaine

L'économie allemande se redresse rapidement essentiellement grâce aux PME et à l'ouverture internationale de son économie qui explique à la fois la forte exposition aux risques externes mais aussi l'étonnante capacité des entreprises à résister aux chocs qui s'ensuivent.

La quasi-totalité (99,7 %) des quelques 3,5 millions d'entreprises allemandes sont des PME et la réalité de cet ensemble très disparate que les Allemands préfèrent appeler « Mittelstand » (classe moyenne) se définit avant tout par des facteurs qualitatifs (mode de gouvernance, ancrage territorial, culture partenariale...) qui favorisent sa forte réactivité à la demande des marchés à l'échelle internationale.

Si le nombre d'entreprises est resté stable depuis dix ans, la catégorie supérieure (CA > 50 M€) a grossi au cours de la décennie. Les mutations du contexte économique depuis les années 1990 ont déclenché un important mouvement de concentration : au cours des dix dernières années, 7 PME sur 10 en ont racheté une autre ou ont fusionné.



L'évolution est particulièrement prononcée dans les branches industrielles les plus exportatrices, et donc les plus exposées à la concurrence globale.

Très ouvertes au monde (25% sont internationalisées), les PME allemandes investissent massivement et contribuent largement à l'innovation. La clé de leur compétitivité, notamment dans l'industrie, repose sur un système de valeurs reflet du « modèle » social allemand, et sur la continuité d'une culture innovante dont le principal ressort est la valeur accordée au facteur humain.

### **L'action publique en faveur des PME se déploie vers le financement à long terme**

Les actions menées dans le cadre du plan de Soutien, puis du plan de Relance de l'économie en 2009, se sont concentrées, dans un premier temps, sur le traitement des tensions de trésorerie à court terme liées aux baisses brutales d'activité.

Ainsi, à fin 2009, 16 000 entreprises ont bénéficié de l'intervention d'OSEO pour garantir plus de 3,5 milliards d'euros de prêts bancaires. Parallèlement, le dispositif de Médiation du crédit a permis de traiter efficacement plus de 22 000 dossiers depuis novembre 2008 avec un taux de succès élevé puisque près de 2 entreprises sur 3 retrouvent un financement après une médiation.

Progressivement, les dispositifs en place ont évolué pour traiter des problématiques financières plus globales et consolider les structures financières tant dans les secteurs en difficulté que dans ceux où des signes de reprises se manifestaient.

Cette évolution se traduit dès l'automne 2009 par la mise en œuvre, par OSEO et à la demande des pouvoirs publics, des Contrats de développement participatifs pour renforcer le haut de bilan des entreprises jusqu'à 5 000 salariés. De même, la Médiation du crédit s'est appuyée sur la dynamique de confiance qu'elle a su créer entre les entreprises et leurs partenaires pour travailler au renforcement des ressources de long terme dans les dossiers pris en charge.

Dans le même temps, CDC Entreprises a mis en place des fonds d'investissements dédiés aux entreprises en situation de crise (fonds FCDE, fonds OC+...) pour accompagner des projets porteurs d'un réel potentiel de développement, affirmant ainsi un rôle contra-cyclique face à la forte décroissance du capital investissement en 2009.

En cette fin 2010, si l'atténuation des tensions de trésorerie reste toujours une préoccupation de l'action publique, celle-ci s'oriente désormais vers le soutien de la reprise d'activité, le financement de l'innovation et des investissements d'avenir. Les ressources dédiées à ces actions, notamment grâce à l'emprunt national, aideront les entreprises à sortir de la crise par le haut.

OSEO

PME 2010

Introduction

